

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 Novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GEVAL

La Croix
85670 Grand'Landes

Références : D 24.0438
Code AIOT : 0006303878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes
- Code AIOT : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploité par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Pour cette visite, l'inspection a examiné les documents suivants :

- dossier technique de réalisation du casier D6 (réf BURGEAP : LB1400035 / 1066418-01 du 30/11/2023)
- plan de récolement du casier D6

L'inspection a contrôlé sur site la bonne réalisation du casier D6, formé de 3 subdivisions attenantes, et les deux chambres à vannes associées.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Côte maximum de niveau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.1.7	Sans objet
2	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.8	Sans objet
3	Moyens spécifiques contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.7	Sans objet
4	Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	Sans objet
6	Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	Sans objet
7	Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	Sans objet
8	Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6	Sans objet
9	Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I	Sans objet
10	Contrôle soudure PEHD	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	Sans objet
11	Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4	Sans objet
12	Équipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	Sans objet
13	Interface liée à la réhausse	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis et la visite sur le site permettent de confirmer la bonne réalisation du casier D6. L'inspection ne s'oppose pas à sa mise en service.

La sécurité incendie du site était effective sur les points contrôlés (réserve en matériaux de recouvrement, caméras thermiques, vannes d'isolement du biogaz, bassins d'eau pluviale).

La gestion de la documentation ne fait pas l'objet de remarque (archivage essentiellement numérique sur serveur déporté sécurisé en solution payante).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Côte maximum de niveau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 11.7
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : (...) La hauteur maximale autorisée après remise en état passera de 75,5 m NGF à 89 mNGF.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan topographique récent (12 avril 2024) établi par un géomètre. Ce plan figure dans le rapport d'activité annuel. Lors des phases de remplissage des casiers, ce géomètre

effectue ensuite de nouvelles prises de côtes afin de guider l'agent d'exploitation (des repères sont placés sur le terrain).

Par exemple, pour le casier D7 en activité, il y a eu au moins 7 interventions du géomètre selon les informations transmises.

Les côtes maximales du site seront atteintes à la fin du remplissage du casier D6.

Pour le casier D7 en cours de remplissage, elles ne dépassent actuellement pas la valeur prescrite par l'arrêté préfectoral (environ 74 mNGF sur plan).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.8

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 1.4.8 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- > le dossier de demande d'autorisation initial,
- > les plans tenus à jour
- > les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- > les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- > les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- > tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Constats :

L'inspection a contrôlé les conditions d'archivage de certains documents nécessaires au suivi du site (et imposé par l'arrêté préfectoral).

Le dossier de demande d'autorisation est disponible en version papier (et numérique) dans le bureau du responsable de site.

Plus globalement, tous les documents sont archivés de manière dématérialisée au sein du service Google One (décision prise par le groupe Veolia). Une vérification par sondage a été effectuée sur l'accessibilité de ces documents.

Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens spécifiques contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 2.7 - Moyens spécifiques contre les incendies

En application de l'article 16.V de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, l'exploitant dispose des moyens spécifiques de défense contre les incendies suivants :

- > D'un stock de terre de 500 m³, déplacé au fur et à mesure de l'exploitation, permettant de recouvrir au plus vite un début d'incendie et par conséquent d'asphyxier le foyer par manque d'oxygène,
- > Une réserve d'eau disponible en permanence d'un volume de 600 m³ dans les 5 bassins d'eau pluviale.
- > Des caméras dont une thermique sont notamment installées aux abords des zones en cours d'exploitation pour détecter toute anomalie et permettre une gestion immédiate des départs de feu. La caméra thermique doit permettre un report d'alarme vers l'extérieur (opérateur, société de télésurveillance, etc.)

De plus, les organes contenant le biogaz produit par le site ne sont pas installés dans un bâtiment (canalisations, micro-turbines) qui favoriserait la formation d'une atmosphère explosive. Une vanne à fermeture rapide doit équiper la ou les canalisations de biogaz en amont de la plateforme des micro-turbines.

Constats :

Au niveau de la zone d'exploitation du casier D7, l'inspection a bien constaté la présence de matériaux fins permettant de couvrir un départ de feu (2 tas visibles de plus de 500m³).



Au moins 2 bassins de collecte des eaux pluviales vus en visite disposaient d'un niveau de remplissage plus que suffisant (lié aux intempéries récentes).

Les caméras thermiques étaient correctement implantées sur site (visée en direction de la zone d'exploitation).

Les unités de valorisation du biogaz par micro-turbines disposent de deux collecteurs de biogaz (zone ancienne de La Vergne 1 et zone actuelle de La Vergne 2). Chaque collecteur est muni de vannes de fermeture positionnées très en amont des unités de valorisation (et de leur traitement préalable). Les 2 emplacements sont repérés sur site par des panneaux.



Une des vannes n'avait plus l'indicateur de fermeture (flèche en plastique qui a disparu). Un test de fermeture manuelle d'une des vannes a été effectué pour vérifier l'absence de grippage.



Ces équipements sont jugés conformes mais l'indicateur d'ouverture d'une des vannes doit être réparé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
Constats : Le site est exploité en réhausse sur des casiers précédemment conformes à l'arrêté ministériel. De ce fait, aucune nouvelle barrière passive n'a été reconstituée et aucun programme d'échantillonnage et d'analyse n'a été effectué. Le casier D6 est réputé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II
Thème(s) : Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : <ul style="list-style-type: none">- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
Constats : Le dossier technique pour la mise en fonctionnement du casier bioréacteur D6 a été établi par l'organisme tiers BURGEAP le 30 novembre 2023 (Réf : LB1400035 / 1066418-01). La fin de la construction de D6 est intervenue en fin d'année 2023. Le casier D6 est divisé en 3 subdivisions de casier D6.1 / D6.2 / D6.3 (respectivement 3 480 m ² / 3 040 m ² / 3 240 m ²). Les plans du casier sont présentés en p.5 et en annexe 1 du rapport de conformité. Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera les raisons du retard d'information à l'inspection entre la fin de travaux du casier (vers octobre 2023) et la transmission du rapport de conformité (daté du 30 novembre 2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond
Prescription contrôlée : La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
Constats : Le casier D6 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il ne dispose pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation. Le casier D6 est réputé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs
Prescription contrôlée : La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
Constats : Le casier D6 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, ses flancs ne constituent pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation. Le casier D6 est réputé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

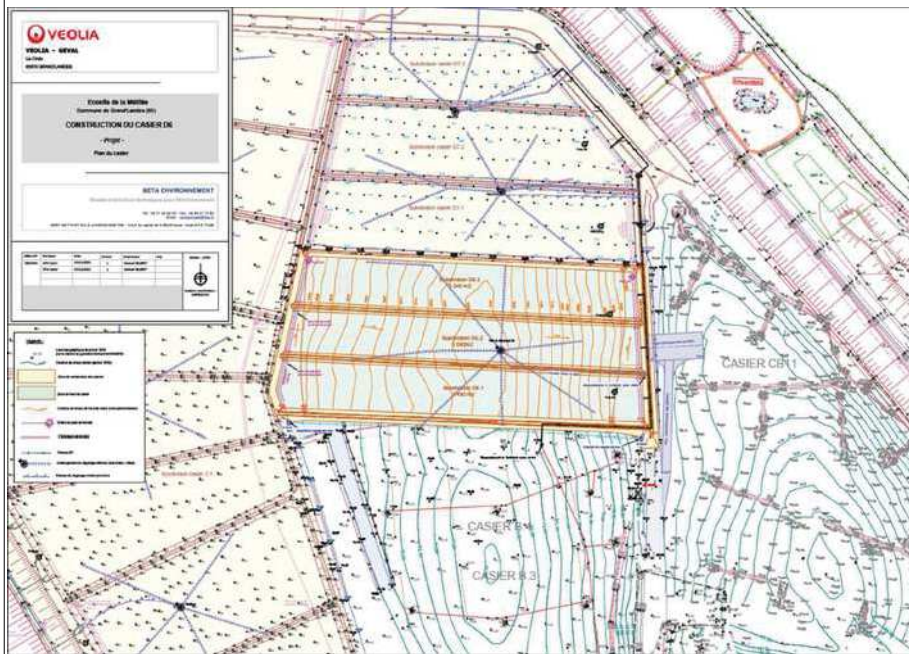
N° 8 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité des flancs
Prescription contrôlée : Les digues périphériques, en limite de site, doivent offrir une stabilité à long terme. Elles sont ancrées si nécessaire, compactées et réalisées en matériaux à faible perméabilité ayant de bonnes caractéristiques géotechniques. La hauteur de chaque tranche de digue doit être compatible avec la stabilité à long terme de cette dernière. Leurs pentes externes sont adoucies à 2H/1V ou 3H/1V pour assurer non seulement la stabilité à long terme de la digue mais également l'insertion paysagère du site. En face interne, les pentes doivent être stables sur la durée de l'exploitation de la phase. Ainsi, les digues doivent avoir les dispositions suivantes :

- pente externe : 2H/1V,
- pente interne : 1H/1V,
- hauteur : 3 à 5 m au-dessus de la couverture existante,
- largeur en tête : 4 m.

Constats :

Le casier D6 se situe au centre de la zone d'exploitation. Il ne dispose d'aucun flanc nécessitant une vérification de stabilité.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane

Prescription contrôlée :

Article 9 :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :

L'entreprise SODAF a transmis le Dossier des ouvrages exécutés du lot 2 pour le casier D6 dans lequel se trouvent les fiches techniques des produits mis en œuvre.

Le plan de pose (calepinage) de la membrane en PEHD est présent dans le DOE, avec le détail des épaisseurs utilisées selon les zones de pose (1,5mm ou 2mm).

La mise en œuvre s'est effectuée selon le plan suivant de bas en haut :

- Un géotextile inférieur anti-poinçonnant 300 g/m² type Technogeo F22 de chez Pavitex, certifié ASQUAL ;
 - Une géomembrane PEHD 2 mm lisse certifiée HD 2.0 mm de chez GSE Solmax, certifiée ASQUAL ;
 - Un Géocomposite de drainage supérieur TERADRAIN D500 T1D25 de chez TERAGEOS (fond) ou un géotextile supérieur 500 g/m² type Technogeo F35 de chez Pavitex, certifié ASQUAL (diguettes).
 Pour la pose, il n'y a pas eu d'ancrage spécifique sur une digue périphérique, puisque le casier se situe au centre de la zone d'exploitation.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle soudure PEHD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation casier

Prescription contrôlée :

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le contrôle de la BSA a été réalisé par le bureau d'études BURGEAP. Il porte sur le contrôle des conditions de stockage et de manutention des produits, la vérification des contrôles internes de l'entreprise de pose conformément à son Plan d'Assurance Qualité, le contrôle de la pose de la membrane (contrôles visuels 100 % de la surface et contrôles des doubles soudures 100 % des soudures, contrôle destructifs), les modalités de pose du géotextile inférieur et supérieur ont été contrôlés (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOE, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).

L'ensemble de ces éléments est précisé dans le dossier technique.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active

Prescription contrôlée :

En aménagement des dispositions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, la structure de drainage de la barrière active mise en place en fond des casiers en réhausse se compose du haut vers le bas de 30 cm de matériaux drainants et d'un géocomposite de drainage.

Constats :

Le dispositif anti-poinçonnant mis en place au-dessus de la barrière de sécurité active est un géotextile de 500 g/m², la fiche technique de ce produit est disponible dans le dossier technique.

Les modalités de pose des géotextiles inférieur et supérieur ont été contrôlées par BURGEAP (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOe, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).

Les matériaux utilisés sont du 20/40 CMGO St Philbert de Bouaine, la fiche technique du produit est disponible dans le dossier technique.

L'épaisseur de la couche de drainage a été contrôlée par des relevés topographiques réalisés sur des points de références quadrillant le casier D6 avant et après la mise en œuvre de la couche de drainage.

Le géocomposite de drainage utilisé est le Teradrain D500 T1D25. La fiche technique et la note d'équivalence pour ce produit sont disponibles en annexe dans le dossier technique.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Équipements de collecte et de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Les lixiviats sont évacués gravitairement en dehors du casier D6 en 2 endroits différents liés à la topographie du casier au Nord et au Nord-Est (mêmes postes de vannage que pour le casier D7 précédent). 3 drains collecteur traversent la digue périphérique, respectivement pour le casier actuel D7, et le casier D6 (incluant ses 3 subdivisions) et le futur casier D5.

Le casier disposera de 2 puits de contrôle des lixiviats : angle Nord-Ouest de D6.3, pointe Est de D6.3.

Chaque collecteur est équipé d'une vanne pour isoler hydrauliquement le casier. Les vannes sont repérées et fonctionnelles. La vanne de la subdivision D6.3 était en mode lixiviats, à cause de la proximité d'exploitation du casier précédent D7 en fin de remplissage. Les autres vannes D6.2 et D6.1 sont en mode pluvial.

Les puits de lixiviat sont réalisés de façon à pouvoir contrôler le niveau d'eau au moyen d'une sonde de niveau (cf plan de principe dans le dossier technique).

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Interface liée à la réhausse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 2.2.5 - Interface liée à la réhausse

Les têtes de puits de contrôle des lixiviats des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 sont munies de manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse, et prolongées verticalement. Ces puits doivent permettre de contrôler le niveau de lixiviats en fond des anciens casiers conformément à l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Les puits de collecte du biogaz des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 peuvent être regroupés dans des collecteurs uniques verticaux prolongés verticalement grâce à des manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse.

Constats :

Le dossier des ouvrages exécutés détaille les travaux liés à l'interface avec les ouvrages sous le casier D6.

Les têtes de puits de lixiviats ont été réhaussées par des manchons en PEHD coulissants.

Les collecteurs de biogaz ont été réunis par un collecteur en étoile pour être ensuite réhaussés.

Le bureau d'étude valide ces ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique :



Gauche à droite : D6.3 à D6.1
(Nota : à droite, le casier D5 est déjà réalisé)



A gauche, D7.1 (avec zone de chute de déchets dans D6.3, justifiant le démarrage de la collecte de lixiviats)